



COMMUNIQUÉ DE LA 4ÈME CONFÉRENCE DES MINISTRES DE L'IGAD EN CHARGE DE L'ÉDUCATION

Thème:

Vers une éducation inclusive et de qualité pour tous

Les ministres de l'IGAD en charge de l'éducation ont tenu leur 4ème conférence sur l'éducation pour tous, le 30 mai 2024 à Entebbe, en Ouganda, sous la présidence de **M. Chehem Mohamed, représentant S.E. Moustapha Mohamed Mahamoud**, ministre de l'éducation de la République de Djibouti et président des ministres de l'éducation de l'IGAD, assurer le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti sur l'éducation pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et la communauté d'accueil.

Ont participé à la réunion **S.E. Ayelech Eshete Woldesmeyat, ministre d'État du secteur de l'éducation générale**, représentant **S.E. Berhanu Nega Bongor**, ministre de l'Éducation de la République fédérale démocratique d'Éthiopie; **Mme. Everlyne Akinyi Owoko**, représentant **l'Hon. Dr Ezekiel Machogu Ombaki, EGH** secrétaire du cabinet du ministère de l'Éducation de la République du Kenya; **S.E. Nura Mustaf Mukhtar, Ministre d'État au Ministère de l'éducation**, représentant **S.E. Farah Sheikh Abdulqadir**, Ministre de l'éducation, de la culture et de l'enseignement supérieur de la République fédérale de Somalie ; **Hon. Gabriel Changson Chang**, ministre de l'Éducation supérieur de la République du Soudan du Sud; et **l'honorable Peter Ogwang**, ministre d'État aux sports, représentant **l'honorable Janet Kataaha Museveni**, ministre de l'éducation et des sports de la République de l'Ouganda.

Étaient également présents **Mme Fathia Alwan**, représentant **S.E. Workneh Gebeyehu**, Secrétaire exécutif de l'IGAD ; des représentants des principaux partenaires soutenant la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti : Union européenne ; Gouvernement allemand ; GIZ ; HCR; UNESCO; UNICEF; ainsi que des représentants des jeunes et des réfugiés.

Les ministres:

1. **Rappelant** l'engagement pris dans la Déclaration de Djibouti adoptée le 14 décembre 2017, l'Appel à l'action d'Addis-Abeba adopté le 6 décembre 2018 sur l'éducation des réfugiés dans la région de l'IGAD et le Communiqué de la 3e réunion ministérielle adopté le 30 mars 2022 à Addis-Abeba, réitèrent l'engagement des États membres à répondre aux besoins éducatifs des réfugiés et à les inclure dans les systèmes éducatifs nationaux;

2. **Rappelant** les stratégies, cadres et initiatives nationaux, régionaux et internationaux pertinents, notamment la Déclaration de Nairobi sur les solutions durables pour les réfugiés somaliens et la réintégration des rapatriés en Somalie, et le Plan d'action qui l'accompagne, la Déclaration de Kampala sur l'emploi, les moyens de subsistance et l'autosuffisance des réfugiés, le Cadre d'action global pour les réfugiés, le Cadre régional de l'IGAD pour les migrations et le Plan d'action pour les migrations, l'Agenda 2063 de l'Union africaine sur l'éducation ; la Déclaration de New York de 2016 sur les réfugiés et les migrants, le Pacte mondial sur les réfugiés et les Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 4;
3. **Rappelant** la Réunion de haut niveau sur l'action en faveur de l'éducation des réfugiés organisée à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2018 qui a réaffirmé l'engagement en faveur de l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux et de la garantie d'opportunités d'apprentissage de qualité pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les apprenants des communautés d'accueil;
4. **Saluant** les résultats du Sommet mondial sur la transformation de l'éducation convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2022, qui a répondu aux crises mondiales de l'éducation en mettant particulièrement l'accent sur l'équité et l'inclusion, la qualité et la pertinence, mis en exergue par la pandémie de COVID-19;
5. **Félicitant** l'Union africaine d'avoir fait de l'année 2024 l'année de l'éducation sur le thème « Éduquer et former l'Afrique pour le 21e siècle », en construisant des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif tout au long de la vie, pertinent et de qualité en Afrique;
6. **Réaffirmant** notre responsabilité collective de veiller à ce que chaque réfugié, rapatrié et apprenant de la communauté d'accueil, en particulier les filles, ait accès à une éducation de qualité dans un environnement d'apprentissage sûr dans nos pays respectifs sans discrimination;
7. **Réitérant** notre engagement à accélérer l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous en mettant l'accent sur les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés d'accueil;
8. **Alarmés** par les perturbations actuelles et émergentes que les conflits, le changement climatique et les déplacements ont sur l'éducation de la population, en particulier des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil dans la région de l'IGAD;
9. **Préoccupés** par les conflits en cours dans les États membres de l'IGAD, en particulier au Soudan qui perturbent le système éducatif et laissent des millions d'apprenants en dehors du système éducatif;

10. **Préoccupés** par l'inadéquation croissante entre l'éducation et les besoins en compétences du marché du travail et l'élargissement de la fracture numérique;
11. **Soulignant** l'importance des cadres régionaux de qualification pour améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les filles, les femmes et les autres groupes vulnérables dont les personnes handicapées;
12. **Préoccupés** par l'urgence de non scolarisation des enfants en tant qu'obstacle majeur à la réalisation de l'ODD 4 et d'autres ODD interdépendants;
13. **Apprécient** les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés d'accueil et de ses cinq piliers clés, à savoir : les normes régionales de qualité de l'éducation, le développement régional des compétences, l'inclusion de l'éducation des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, l'accréditation et la certification des programmes éducatifs, le financement, les partenariats et le suivi à l'appui de l'éducation des réfugiés;
14. **Reconnaissant** l'approche régionale globale de l'IGAD et la coopération étroite entre les États membres et les partenaires pour accélérer l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour les réfugiés, les rapatriés, les PDI et les communautés d'accueil;
15. **Reconnaissant en outre** au Secrétariat de l'IGAD l'adoption du nouveau traité de l'IGAD et notant l'accent mis sur l'éducation, la science, la technologie et l'innovation en tant qu'objet du traité ;
16. **Apprécient également** l'IGAD pour l'adoption du Cadre politique régional de l'IGAD pour la jeunesse en septembre 2023 à Nairobi, au Kenya;

PAR LA PRÉSENTE:

17. **Adoptent** les recommandations de la session d'experts techniques de haut niveau de la 4e Conférence des ministres de l'IGAD en charge de l'éducation sur la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés, des rapatriés, des PDI et des communautés d'accueil tenue du 27 au 29 mai 2024 à Entebbe, en Ouganda et s'engager à accélérer la mise en œuvre de ces recommandations;
18. **Demandent** à l'IGAD de revoir le cadre politique régional de l'IGAD en matière d'éducation et de mettre à jour la stratégie d'EFTP pour la région de l'IGAD;

A. Sur le cadre régional des qualifications (IGADQF)

19. **Adoptent** le Cadre des qualifications de l'IGAD (IGADQF) dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Djibouti;

20. **Exhortent** le Secrétariat de l'IGAD à élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de l'IGADQF;
21. **S'engagent** à créer des mécanismes de reconnaissance mutuelle et d'équivalence des qualifications et des certifications dans toute la région de l'IGAD;
22. **Confient** au Secrétariat de l'IGAD, en collaboration avec les partenaires, d'élaborer des normes et des directives pour soutenir la mise en œuvre de l'IGADQF;
23. **Demandent** au Secrétariat de l'IGAD de faciliter la formation, le renforcement des capacités, le partage des connaissances et des expériences entre les États membres de l'IGAD en vue de la mise en œuvre du Cadre de l'IGADQF;
24. **S'engagent** à élaborer des cadres nationaux de qualification (CNQ) là où ils n'existent pas et renforcer la mise en œuvre des cadres existants;
25. **Exhortent** le Secrétariat de l'IGAD à soutenir les efforts des États membres dans l'élaboration et la mise en œuvre des CNQ;
26. **Confient** au Secrétariat de l'IGAD d'établir une structure de gouvernance et une plate-forme pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre de l'IGADQF;

B. Sur la réponse régionale à l'éducation dans les situations d'urgence

27. **S'engagent** à offrir des possibilités d'éducation aux étudiants dans les situations d'urgence dans les États membres de l'IGAD;
28. **Promeuvent** la mobilité intra-régionale des experts de la région de l'IGAD, en mettant l'accent sur les personnes déplacées de force;
29. **Exhortent** les établissements d'enseignement supérieur de la région de l'IGAD, avec l'appui des partenaires régionaux et internationaux à offrir des bourses d'études aux apprenants en situation d'urgence;

C. Sur la réponse régionale aux apprenants non scolarisés

30. **Demandent** au Secrétariat de l'IGAD, aux partenaires et aux États membres d'entreprendre des études approfondies pour produire des données fiables sur l'ampleur du problème lié aux apprenants non scolarisés dans la région;
31. **Exhortent** nos partenaires nationaux, régionaux et internationaux, y compris les institutions financières internationales à investir dans l'éducation et le développement des compétences en général et à ramener les apprenants non scolarisés à l'école, en particulier;



32. **S'engagent** à promouvoir les taux de scolarisation, de rétention et d'achèvement des élèves, notamment par le biais d'une éducation de base gratuite y compris des programmes d'alimentation scolaire;

D. Sur la réponse régionale au changement climatique et l'éducation

33. **Demandent** au Secrétariat de l'IGAD, aux partenaires et aux États membres d'entreprendre des études approfondies pour générer des données fiables sur le lien entre le changement climatique, l'éducation et le développement;
34. **S'engagent** à intensifier les programmes de santé et de nutrition scolaires;
35. **Exhortent** le Secrétariat de l'IGAD, les partenaires et les États membres à fournir des environnements favorables à la réponse au changement climatique;
36. **Exhortent** les États membres de l'IGAD à repenser les programmes d'enseignement dans le contexte du changement climatique et de l'adaptation des savoirs autochtones;
37. **Promeuvent** l'utilisation d'énergies alternatives dans les écoles et les établissements d'enseignement en réponse à l'impact du changement climatique;

E. Mobilisation des ressources et renforcement des partenariats pour l'éducation inclusive

38. **S'engagent** à augmenter le financement national de l'éducation et à mettre en place des mobilisations de financement pérennes en garantissant la responsabilité et la transparence pour tous conformément aux engagements pris dans le cadre de la Plateforme de soutien de l'IGAD et du Forum mondial sur les réfugiés;
39. **Demandent** au Secrétariat de l'IGAD, aux États membres et aux partenaires d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie globale de mobilisation des ressources pour une éducation de qualité à tous les niveaux ;
40. **Confient** au Secrétariat de l'IGAD de coordonner et d'encourager la coopération internationale pour la mise en œuvre de la politique éducative régionale de l'IGAD;

Finalement

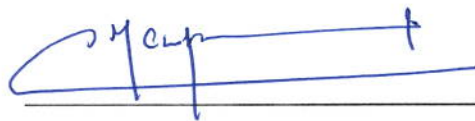
1. **Remercient** le peuple et le Gouvernement de la République de l'Ouganda d'avoir accueilli cette importante réunion ministérielle ;

Nous nous engageons à rester activement saisis de cette question.

Fait le 30 mai 2024 à Entebbe, Ouganda



Pour **S.E. Moustapha Mohamed Mohamoud**,
Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la République
de Djibouti .



S.E. Berhanu Nega Banger,
Ministre de l'Éducation de la République fédérale démocratique d'Éthiopie


Hon. Dr. Ezekiel Machugu Ombaki, EGH
Secrétaire de cabinet du ministère de l'Éducation de la République du Kenya

FOR CS: 

S.E. Farah Sheikh Abdul Qadeer,
Ministre de l'éducation, de la culture et de l'enseignement supérieur de la République
fédérale de Somalie


FOR FARAH 

Hon. Gabriel Changson Chang,
Ministre de l'Enseignement supérieur de la République du Soudan du Sud



S.E. Mohamed Hassan Dahab,
Ministre de l'Enseignement supérieur de la République du Soudan

Hon. Janet Kataha Museveni,
Ministre de l'éducation et des sports de la République de l'Ouganda

Fr.  30/05/2004